



Ambassade de France au Cameroun
Service économique de Yaoundé

Yaoundé, février 2020

Validation de la cinquième revue du programme du Cameroun par le Conseil d'administration du FMI

Résumé : Le Conseil d'administration du FMI a validé jeudi 22 janvier la cinquième et avant-dernière revue du programme camerounais malgré les faibles avancées constatées dans la mise en œuvre du programme de réformes structurelles. La poursuite de la collaboration avec le FMI à l'issue du programme semble acquise mais le flou persiste sur la forme.

Plusieurs fois reportée en raison de la découverte d'arriérés sur le paiement de la dette extérieure et de la volonté du gouvernement d'intégrer un marché relatif à la CAN – sur financement non-concessionnel – au plan d'endettement, la présentation du dossier camerounais au Conseil d'administration du FMI s'est finalement tenue le 22 janvier 2020. Malgré des performances jugées mitigées par le Fonds, la cinquième revue a été validée, permettant ainsi le décaissement d'une nouvelle tranche d'aide d'un montant d'environ 76 M USD qui porte l'ensemble des décaissements du FMI depuis le début du programme à près de 590 M USD.

La totalité des critères quantitatifs du programme ont été respectés à fin juin 2019, à l'exception de celui déjà cité portant sur l'accumulation d'arriérés extérieurs. En revanche, quatre cibles indicatives (critères non contraignants) sur cinq n'ont pas été atteintes. Il s'agit de celles relatives à la mobilisation des recettes non pétrolières, à l'accumulation d'arriérés intérieurs, aux dépenses sociales et à la part des dépenses exécutées par procédure exceptionnelle. En matière de réformes structurelles, des retards sont constatés sur plusieurs mesures phare : la poursuite de la mise en place du compte unique du Trésor, la révision et la simplification de la structure des prix du carburant ou encore la finalisation des audits de quatre grandes entreprises publiques.

Enfin, dans son communiqué de presse, le Fonds alerte à nouveau les autorités sur la dynamique de la dette publique et les incite à privilégier au maximum les financements concessionnels, en rappelant que le Cameroun est plus que jamais considéré en risque élevé de surendettement. Le FMI pointe également les risques budgétaires et financiers que fait peser la situation de la SONARA sur l'économie camerounaise. Il invite le gouvernement à apporter rapidement des réponses afin d'éviter les arriérés de paiement sur la dette de la raffinerie et les répercussions sur le système bancaire local.

Des efforts sont donc attendus d'ici la fin du programme, fixée au 25 juin 2020, pour avancer sur ces réformes et redorer l'image du Cameroun auprès du Conseil d'administration du FMI après trois années jalonnées de nombreuses fausses notes. Les services du FMI avaient

annoncé à l'occasion de leur dernière venue à Yaoundé avoir une nouvelle fois revu à la baisse leur prévision de croissance pour 2019 (+3,9 % contre +4,0 % prévu avant le début de la mission et +4,4 % attendu en début d'année), ce qui ne facilitera pas la tâche des autorités. Les performances budgétaires sont d'ores et déjà prévues en forte baisse : le taux de pression fiscale devrait passer de 16,2 % du PIB en 2018 à 15,4 % en 2019, conséquence des déboires de la SONARA, de la crise dans les régions anglophones mais aussi de l'absence de nouvelles mesures ayant permis d'élargir la base fiscale. Les dépenses de sécurité pèsent en outre sur le budget de l'État (l'objectif annuel de 140 Mds FCFA avait été atteint dès le mois d'août). En conséquence, le Fonds et les autorités se sont entendus sur une nouvelle cible de déficit budgétaire pour 2019 à 2,3 % contre 2,0 % prévu au départ.